L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : No 73, rue de Chartres, NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 20 OCTOBRE 1863. Entre les rues Bienville et Conti.

NOUVELLES D'HIER.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 20 OCTOBRE.

Vente à l'encan de ce jour.

Par E. Rost & Co., à leurs salles d'encan, rue de la Vieille Levée—*Marchandises sèches, étrangères et américaines*, et 20 pièces chop noir.

Par E. T. Montgomery, No 58, rue du Camp—Jolis boggths, un magnifique wagon chop, &c.

Par E. M. Jacobs, à 10 heures exactes, au Quartier de Bayou—*Le fonds d'une épicerie.*

Par D. E. Morphy—à onze heures, sur la Levée, au pied de la rue de la Douane, jambons.

Par R. Scott—à 10 heures, à son magasin d'encan, rue des Magasins, No 54, barengs, fromage, whisky, vin rouge, matelas, &c.

Par Wm P. Vincent—à onze heures, au No 64 de la rue Dauphine, 121 balles coton.

Par E. T. Montgomery—à 1 heure, au magasin d'encan, rue du Camp, No 83, 141 balles coton.

Par F. F. Trinchard—à son magasin d'encan, rue Gravier, No 42, marchandises pour sutlers et comestibles.

Par J. P. Boisseau—à 10 heures et demie No 74, rue St Charles meubles—et à onze heures, 27 et 29 rue des Magasins, jambons, café, maquereaux, &c.

Une expédition navale à la Baie de St Louis.

Destruction d'une tannerie.

Le steamer Commodore et le yacht Corypheus, ayant reçu ordre de se rendre à la baie de St Louis pour aller détruire une tannerie rebelle qu'on disait y être en opération, partirent hier à 10 ½ du Fort Pike à la pointe du jour, et après le débarquement de quelques troupes de terre et quelques soldats de marine sur le point de la côte où se trouvait l'établissement, l'œuvre de destruction a commencé sans délai. Les batisses ont été brûlées et quantité de peaux qui n'avaient pu être enlevées, faute de moyens de transport, ont été prises. L'entreprise n'a rencontré aucune opposition.

Nouvelles du Mexique.

Nous avons reçu un Brownsville *Flag* du 25 sur le coté espagnol duquel nous tirons les choses qui suivent :

Comme il avait été dit que le gouvernement constitutionnel n'avait mis que deux heures, après avoir quitté la capitale, pour traverser les frontières de l'Empire et entrer dans le territoire de la République, la *Chronique*, journal qui est nous le croyons, cité pour la première fois, tire le fait et s'efforce de prouver que tout le pays se soumettra bientôt au procédé de l'intervention et prédit que le gouvernement constitutionnel s'emparera bientôt à Zacatecas, Durango, Chihuahua, on Sinaloa, étant dans l'impossibilité de se réfugier dans le Nuevo Leon ou Vidauri se montre plus favorable à l'intervention qu'au gouvernement. Le journal auquel nous devons cette reproduction est très severe à l'égard de la *Chronique* à laquelle il reproche l'expression de fois seulement qu'il juge scandaleuse.

Napoleon sa pose resoudre cette grave question par la diplomatie et sans soulever un conflit européen.

L'empereur qui, de l'autre côté de l'Océan, entendant les plaintes du Mexique, n'a pu y rester indifferent, a envoyé une armée pour aider ce malheureux pays à secouer le joug qu'un demi siècle de factions et de malheureuses dans la vote d'un gouvernement républicain avait fait peser sur le pays.

La reine anglaise, M. Wyckham, n'avait pas arboré le drapeau britannique, le 15 août, l'anniversaire naissance pour dans l'Estafette :

"Le pavillon anglais a brillé par son absence le 15 août bien nous avons reçu à cet égard le billet suivant :

"Pourriez-vous nous dire, M. le rédacteur, pourquoi le drapeau anglais n'a pas été arboré par le Légion de S. M. l'Angleterre est-elle en guerre avec la France ? Les relations diplomatiques sont elles suspendues entre les deux pays ? Il doit y avoir une raison et il est à désirer qu'on soit rendue publique."

La *Sociedad* ayant reproduit cette communication au article d'un journal ministériel de Paris où il est dit que la France tient à remplir au Mexique la même mission que l'Angleterre au Canada, quelques journaux mexicains ont cru ce fort alarmés. Ils croient maintenant que la Regence et l'Empire ne sont qu'une farce et que le Mexique sera réduit à l'état de colonie.

Un *Te Deum* a été chanté dans la cathédrale le 15, jour anniversaire de la naissance de Napoleon. Les membres de la Regence n'ont pas assisté à la cérémonie à cause d'une question d'étiquette qui, à ce qu'il paraît, s'est élevée entre eux et le maréchal Forey.

Si notre Constantino Escalante, qui avait été fait prisonnier à Pachuca, a été mis en liberté et les journaux amis de l'intervention prétendent que sa détention était contraire aux promesses faites par le maréchal Forey.

Suivant le *Et Pajaro Verde*, le général Negrete aurait pas plus de 2,000 hommes. Le général D José de la Lucy avait passé aux intervencionistas.

Un decret de la Regence, publié le 11 réorganise les tribunaux de commerce à Mexico, Puebla et Vera Cruz.

Le maréchal Forey a prononcé le 15, chez lui, un discours en parlant de l'Empereur, il dit entre autres choses : "Si la France n'a pas encore obtenu ses aigles libératrices sur les bords de la Tamise que les soldats de la *fameuse* Albion ne se précipitent pas sous nos cris d'angoisse de la part de cette fidèle alliée de la France dans les jours de l'adversité, mais ils ont été retenus dans leurs casernes, mais parce qu'elle veut épargner le sang français."

COMTE DE LAVACA, Texas.

Argent confédéré aussi bon que des espèces.

Nous tirons dans le Galveston *News* ;

Huntsville, comté de Lavaca, 8 sept.

Hier, à l'ouverture de la Cour du District, l'engagement obligatoire suivant a été signé presque immédiatement par une centaine de nos plus riches citoyens, parmi lesquels se trouvent des fermiers, des éleveurs de bestiaux, des artisans, marchands, commerçants, avocats et docteurs :

Nous soussignés, habitants du comté de Lavaca, nous engageons comme fermiers à vendre notre maïs, comme éleveurs de bestiaux à vendre notre bœuf, comme marchands nos marchandises, comme artisans, avocats et docteurs nos services, aux femmes et aux familles des soldats aux prix des espèces et à recevoir le papier confédéré en payement au pair savoir : le boisseau de maïs 50 cents, bœuf par livre $20 et les autres articles sur le même pied.

Cet engagement sera signé par tous les habitants du comté à quelques exceptions près peu nombreuses.

W. L. SARTWELL.

La question polonaise.

Les journaux français sont remplis de documents diplomatiques relatifs à la question polonaise. Le télégramme suivant résume la dépêche de M. Drouyn de Lhuys :

PARIS, vendredi matin, 18 septembre.

Le *Moniteur* publie les dépêches de M. Drouyn de Lhuys, de lord Russell et de M. de Reichberg.

Celle de M. Drouyn de Lhuys, en date du 3 août, constate que le gouvernement français a vu avec regret le prince Gortschakoff substituer des propositions inadmissibles à la demande des puissances occidentales.

Dans sa dépêche, M Drouyn de Lhuys soutient que l'agitation qui règne en Pologne n'est pas un accident révolutionnaire, mais qu'elle est le résultat d'une situation existant depuis un siècle environ et qui contribue plus qu'aucune autre conjoncture à entretenir la révolution en Europe, car il est de notoriété incontestable que la cause polonaise trouve partout des sympathies acquises d'une manière unanime.

Dans l'Europe entière, l'opinion publique a encouragé les trois puissances à persévérer dans la voie où elles étaient entrées.

Le refus de la part de la Russie substituer aux propositions des puissances occidentales des propositions qui ne répondent pas à leur attente, ne saurait être considéré comme un refus définitif.

Le gouvernement français désire voir promptement rétabli dans le royaume de Pologne un état de choses qui rendrait la tranquillité à ce pays, le repos à l'Europe, la sécurité aux relations des cabinets.

Nous partageons entièrement ce désir, et tout ce qui peut dépendre de nous sera fait pour le réaliser.

Notre auguste maître reste animé des intentions les plus bienveillantes envers la Pologne, les plus conciliantes envers toutes les puissances étrangères.

Le bien être de tous ses sujets de toutes les races et de toutes les convictions religieuses est une obligation que Sa Majesté impériale a acceptée vis à vis de Dieu, de sa conscience et de ses peuples. L'empereur connaît toute la solidarité à remplir.

Quant à la responsabilité que Sa Majesté peut assumer dans ses rapports internationaux, ces rapports sont réglés par le droit public. La violation de ces principes fondamentaux peut seule entraîner une responsabilité. Notre auguste maître a constamment respecté et observé ces principes envers les autres Etats Sa Majesté est en droit de l'attendre et de réclamer la même respect de la part des autres puissances.

Vous voudrez bien donner lecture et copie de cette dépêche à M. le ministre des affaires étrangères de la France.

Agréez, &c. GORTSCHAKOFF.

Le *Moniteur* publie aussi le mémorandum joint à la dépêche. La prince Gortchakoff y rappelle que la Russie promet le le Duché de Varsovie par droit de conquête, lors des événements de 1812.

Des 1812 le gouvernement russe annonçait qu'il voulait réconcilier la Pologne ancienne que l'œuvre de la souveraineté de l'Europe serait accomplie.

L'empereur Alexandre, en prenant en 1815 l'initiative des réformes à accorder aux Polonais, n'a pas donné le droit à l'Europe d'intervenir dans les affaires intérieures de son empire.

Le prince Gortchakoff discute les différents points proposés et il maintient l'impossibilité d'un armistice ou de conférences.

Il prière attendre le rétablissement de la tranquillité avant de donner des réformes à la Pologne.

Il espère que cette divergence d'opinions ne motivera pas de dissentiments sérieux entre les cabinets et ne troublera pas la paix de l'Europe.

Un semblable caractère pourrait seulement se présenter si on permettait aux fureurs de la révolution polonaise de développer leurs plans.

Une pareille tolérance serait à craindre seulement des puissances qui seraient déterminées à poursuivre, sous l'apparence d'une action diplomatique, la réalisation des vœux les plus extrêmes de la révolution polonaise, conduisant au renversement des traités et de l'équilibre européen.

Les cabinets qui ont pris pour base la scrupuleuse exécution des traités de 1815 ne sauraient avoir une pareille tolérance.

A la suite de ces explications, le *Moniteur* a reproduit, dans son numéro du 22 septembre, un document dont l'insertion au journal officiel a produit une certain sensation et a été regardée comme un préliminaire de la reconnaissance des insurgés polonais comme belligérants.

Ce document est un long mémoire qui avait paru quelques jours avant dans les journaux de Paris et que le prince Czartorisky avait reçu du gouvernement national de Varsovie sur les négociations pendantes et sur le programme de l'insurrection polonaise. Ce programme comprend l'indépendance nationale, la liberté politique et religieuse, l'égalité devant la loi, la justice rendue à toutes les classes de la population, aux habitants des campagnes comme à ceux des villes, aux Polonais de toute religion et de toute confession. Les relations à établir entre ces pays la domination étrangère et déclare que, pour être obeies, il faut que les lois soient d'origine polonaise.

Quant aux négociations suivies avec la Russie par les puissances occidentales, les chefs du mouvement polonais ne croient pas que les propositions soumises au cabinet de Saint-Petersbourg offrent des garanties suffisantes à la nation polonaise, mais ils s'appuient sur le rejet de la proposition d'armistice par la Russie pour déclarer qu'ils étaient prêts, eux, à accepter une suspension d'armes et pour revendiquer leur reconnaissance comme belligérants

CHRONIQUE LOCALE.

COUR PREVOTALE—*Juge Abadie.* — Mme Simmon, femme d'un maître de haute taille, était accusée, par un voisin, d'être ce qu'on appelle vendu d'appeler une "mulâtresse". Elle s'était établie dans un quartier habité par des blancs, et son voisin prétendait que la présence de cette femme de couleur par les enfants blancs.

Mme Simmon, femme d'un maître de haute taille, était accusée, par un voisin, d'être ce qu'on appelle vendu d'appeler une "mulâtresse". Elle s'était établie dans un quartier habité par des blancs, et son voisin prétendait que la présence de cette femme de couleur par les enfants blancs.

Le *Moniteur* publie aussi le mémorandum joint à la dépêche. La prince Gortchakoff y rappelle que la Russie promet le le Duché de Varsovie par droit de conquête, lors des événements de 1812.

Des 1812 le gouvernement russe annonçait qu'il voulait réconcilier la Pologne ancienne que l'œuvre de la souveraineté de l'Europe serait accomplie.

L'empereur Alexandre, en prenant en 1815 l'initiative des réformes à accorder aux Polonais, n'a pas donné le droit à l'Europe d'intervenir dans les affaires intérieures de son empire.

Le prince Gortchakoff discute les différents points proposés et il maintient l'impossibilité d'un armistice ou de conférences.

Il prière attendre le rétablissement de la tranquillité avant de donner des réformes à la Pologne.

Il espère que cette divergence d'opinions ne motivera pas de dissentiments sérieux entre les cabinets et ne troublera pas la paix de l'Europe.

Un semblable caractère pourrait seulement se présenter si on permettait aux fureurs de la révolution polonaise de développer leurs plans.

Une pareille tolérance serait à craindre seulement des puissances qui seraient déterminées à poursuivre, sous l'apparence d'une action diplomatique, la réalisation des vœux les plus extrêmes de la révolution polonaise, conduisant au renversement des traités et de l'équilibre européen.

Les cabinets qui ont pris pour base la scrupuleuse exécution des traités de 1815 ne sauraient avoir une pareille tolérance.

A la suite de ces explications, le *Moniteur* a reproduit, dans son numéro du 22 septembre, un document dont l'insertion au journal officiel a produit une certain sensation et a été regardée comme un préliminaire de la reconnaissance des insurgés polonais comme belligérants.

Ce document est un long mémoire qui avait paru quelques jours avant dans les journaux de Paris et que le prince Czartorisky avait reçu du gouvernement national de Varsovie sur les négociations pendantes et sur le programme de l'insurrection polonaise. Ce programme comprend l'indépendance nationale, la liberté politique et religieuse, l'égalité devant la loi, la justice rendue à toutes les classes de la population, aux habitants des campagnes comme à ceux des villes, aux Polonais de toute religion et de toute confession. Les relations à établir entre ces pays la domination étrangere et déclare que, pour être obeies, il faut que les lois soient d'origine polonaise.

Quant aux négociations suivies avec la Russie par les puissances occidentales, les chefs du mouvement polonais ne croient pas que les propositions soumises au cabinet de Saint-Petersbourg offrent des garanties suffisantes à la nation polonaise, mais ils s'appuient sur le rejet de la proposition d'armistice par la Russie pour déclarer qu'ils étaient prêts, eux, à accepter une suspension d'armes et pour revendiquer leur reconnaissance comme belligérants

CHRONIQUE LOCALE.

COUR PREVOTALE—*Juge Abadie.* — Mme Simmon, femme d'un maître de haute taille, était accusée, par un voisin, d'être ce qu'on appelle vendu d'appeler une "mulâtresse". Elle s'était établie dans un quartier habité par des blancs, et son voisin prétendait que la présence de cette femme de couleur par les enfants blancs.

UNE SERIE DE DESASTRES A HARPER'S FERRY.

Une compagnie de cavalerie repoussée par Imboden — Une embuscade — Tués, blessés et prisonniers.

[Dépêche spéciale a la Tribune de New York]

Washington, vendredi, 9 octobre 1863—Lundi, un détachement de la cavalerie du capitaine Beans était parti de Harper's Ferry pour faire une reconnaissance. Arrivé à Charlestown, il rencontra Imboden, à pied, fit rencontres à quelque distance, dans la cour d'une ferme. Il s'en suivit une escarmouche où nos hommes furent repoussés avec la perte d'un tué, de treize blessés et de dix à douze prisonniers. Deux seulement purent s'ouvrir un chemin et revenir au camp, bien qu'ils fussent grièvement blessés. Le lendemain, une petite force de rebelles vint occuper Charlestown et Harper's Ferry, et plaça des piquets sur la route à deux milles de ce dernier endroit.

Informé de cet état de choses, le gouverneur Boreman ordonna à la garnison de Harper's Ferry et à deux régiments d'infanterie partant pour Loudon face à l'ennemi. Une force de 300 à 400 hommes, commandée par le général Imboden, était postée près de Charlestown.

Les rebelles avaient placé en embuscade une grande force de leur force à pied. Le capitaine Somers qui, avec sa compagnie de cavalerie, s'était avancé pour chasser l'ennemi, fut attaqué par une compagnie de cavalerie rebelle qu'il repoussa. Les rebelles reçurent pour soutenir leur compagnie, qui, en les poursuivant, fut par tomber dans la fatale embuscade.

Au premier feu, le capitaine Somers et dix de ses hommes furent tués, autant furent blessés et presque tous les autres pris. Les quelques-uns, en petit nombre, qui se sont échappés, ont apporté cette nouvelle, et le reste de la cavalerie est toute à poursuivre, mais sans pouvoir rencontrer les rebelles.

Le capitaine Somers était au des plus braves et des meilleurs officiers de ce département. Ses deux lieutenants ont été faits prisonniers. Le principal corps d'Imboden est, dit-on, à plusieurs milles en arrière de Winchester. Il a une force d'environ 1,500 hommes, qui fait des incursions continuelles dans la vallée de la Shenandoah.

NOUVELLES DE WASHINGTON.

(Extraite de la *Tribune*.)

Washington, 9 octobre—Le Président a achevé en répliquo à la délégation de Missouriens, et le manuscrit est maintenant entre les mains du copiste. M. Drake, président de la délégation, le recevra probablement demain. Les députés de Kansas ont présenté une adresse écrite, demandant, premièrement, que l'Etat soit formé en un département séparé, et, secondement, que le général Schofield soit rappelé et qu'un général complètement neuve les besoins du département soit désigné pour le remplacer. On dit qu'à la première proposition M. Lincoln répliqua qu'il ne voit aucune objection à faire du Kansas un département séparé, pourvu que cette mesure n'entraîne aucun inconvénient sous le point de vue militaire. Plusieurs conférences ont eu lieu sur ce point, entre le président et le secrétaire de la guerre. On ignore entièrement les conclusions auxquelles le président peut s'être arrêté, mais le plus fréquents sont disposés à croire que le Kansas deviendra un département séparé et que Schofield n'y commandera pas. Des instructions seront adressées au gouverneur Gamble et à son coadjuteur militaire dans le sens des réformes désirées par le comité. Le président a donné aux députés l'assurance que l'élection des juges, en novembre prochain, sera protégée dans le Missouri. Il espérait, en conséquence, avoir le loisir de voir Polis.

Départ du secrétaire Chase pour l'Ohio.

Le secrétaire Chase est parti ce soir pour l'Ohio, où il arrivera à temps pour grossir de sa voix et de son vote la majorité contre Valiandigham. Le gouverneur Tyler, Chase a pris une consultation sur la question de savoir s'il avait le droit d'exercer ses franchises dans un vieux district, et sur l'affirmative, il a eut mis immédiatement en voyage. C'est la première visite de M. Chase à son Etat natal depuis son entrée en fonctions comme secrétaire du Trésor.

Election à la Pennsylvanie.

Il est accordé par les partisans les plus modérés de la candidature de Curtin qu'il sera réélu gouverneur de la Pennsylvanie par une majorité de près de 10,000. Des politiciens influentes disent, n'a pas donné le droit à l'Europe d'intervenir dans les affaires intérieures de son empire.

Le prince Gortchakoff discute les différents points proposés et il maintient l'impossibilité d'un armistice ou de conférences.

Il prière attendre le rétablissement de la tranquillité avant de donner des réformes à la Pologne.

Il espère que cette divergence d'opinions ne motivera pas de dissentiments sérieux entre les cabinets et ne troublera pas la paix de l'Europe.

Un semblable caractère pourrait seulement se présenter si on permettait aux fureurs de la révolution polonaise de développer leurs plans.

Une pareille tolérance serait à craindre seulement des puissances qui seraient déterminées à poursuivre, sous l'apparence d'une action diplomatique, la réalisation des vœux les plus extrêmes de la révolution polonaise, conduisant au renversement des traités et de l'équilibre européen.

Les cabinets qui ont pris pour base la scrupuleuse exécution des traités de 1815 ne sauraient avoir une pareille tolérance.

A la suite de ces explications, le *Moniteur* a reproduit, dans son numéro du 22 septembre, un document dont l'insertion au journal officiel a produit une certain sensation et a été regardée comme un préliminaire de la reconnaissance des insurgés polonais comme belligérants.

Ce document est un long mémoire qui avait paru quelques jours avant dans les journaux de Paris et que le prince Czartorisky avait reçu du gouvernement national de Varsovie sur les négociations pendantes et sur le programme de l'insurrection polonaise. Ce programme comprend l'indépendance nationale, la liberté politique et religieuse, l'égalité devant la loi, la justice rendue à toutes les classes de la population, aux habitants des campagnes comme à ceux des villes, aux Polonais de toute religion et de toute confession. Les relations à établir entre ces pays la domination étrangere et déclare que, pour être obeies, il faut que les lois soient d'origine polonaise.

Quant aux négociations suivies avec la Russie par les puissances occidentales, les chefs du mouvement polonais ne croient pas que les propositions soumises au cabinet de Saint-Petersbourg offrent des garanties suffisantes à la nation polonaise, mais ils s'appuient sur le rejet de la proposition d'armistice par la Russie pour déclarer qu'ils étaient prêts, eux, à accepter une suspension d'armes et pour revendiquer leur reconnaissance comme belligérants

CHRONIQUE LOCALE.

COUR PREVOTALE—*Juge Abadie.* — Mme Simmon, femme d'un maître de haute taille, était accusée, par un voisin, d'être ce qu'on appelle vendu d'appeler une "mulâtresse". Elle s'était établie dans un quartier habité par des blancs, et son voisin prétendait que la présence de cette femme de couleur par les enfants blancs.

UNE SERIE DE DESASTRES A HARPER'S FERRY.

Une compagnie de cavalerie repoussée par Imboden — Une embuscade — Tués, blessés et prisonniers.

[Dépêche spéciale a la Tribune de New York]

Washington, vendredi, 9 octobre 1863—Lundi, un détachement de la cavalerie du capitaine Beans était parti de Harper's Ferry pour faire une reconnaissance. Arrivé à Charlestown, il rencontra Imboden, à pied, fit rencontres à quelque distance, dans la cour d'une ferme. Il s'en suivit une escarmouche où nos hommes furent repoussés avec la perte d'un tué, de treize blessés et de dix à douze prisonniers. Deux seulement purent s'ouvrir un chemin et revenir au camp, bien qu'ils fussent grièvement blessés. Le lendemain, une petite force de rebelles vint occuper Charlestown et Harper's Ferry, et plaça des piquets sur la route à deux milles de ce dernier endroit.

Informé de cet état de choses, le gouverneur Boreman ordonna à la garnison de Harper's Ferry et à deux régiments d'infanterie partant pour Loudon face à l'ennemi. Une force de 300 à 400 hommes, commandée par le général Imboden, était postée près de Charlestown.

Les rebelles avaient placé en embuscade une grande force de leur force à pied. Le capitaine Somers qui, avec sa compagnie de cavalerie, s'était avancé pour chasser l'ennemi, fut attaqué par une compagnie de cavalerie rebelle qu'il repoussa. Les rebelles reçurent pour soutenir leur compagnie, qui, en les poursuivant, fut par tomber dans la fatale embuscade.

Au premier feu, le capitaine Somers et dix de ses hommes furent tués, autant furent blessés et presque tous les autres pris. Les quelques-uns, en petit nombre, qui se sont échappés, ont apporté cette nouvelle, et le reste de la cavalerie est toute à poursuivre, mais sans pouvoir rencontrer les rebelles.

Le capitaine Somers était au des plus braves et des meilleurs officiers de ce département. Ses deux lieutenants ont été faits prisonniers. Le principal corps d'Imboden est, dit-on, à plusieurs milles en arrière de Winchester. Il a une force d'environ 1,500 hommes, qui fait des incursions continuelles dans la vallée de la Shenandoah.

NOUVELLES DE WASHINGTON.

(Extraite de la *Tribune*.)

Washington, 9 octobre—Le Président a achevé sa réplique à la délégation du Missouri-Kansas, et le manuscrit est maintenant entre les mains du copiste. M. Drake, président de la délégation, le recevra probablement demain. Les députés de Kansas ont présenté une adresse écrite, demandant, premièrement, que l'Etat soit formé en un département séparé, et, secondement, que le général Schofield soit rappelé et qu'un général complètement neuve les besoins du département soit désigné pour le remplacer. On dit qu'à la première proposition M. Lincoln répliqua qu'il ne voit aucune objection à faire du Kansas un département séparé, pourvu que cette mesure n'entraîne aucun inconvénient sous le point de vue militaire. Plusieurs conférences ont eu lieu sur ce point, entre le président et le secrétaire de la guerre. On ignore entièrement les conclusions auxquelles le président peut s'être arrêté, mais le plus fréquents sont disposés à croire que le Kansas deviendra un département séparé et que Schofield n'y commandera pas. Des instructions seront adressées au gouverneur Gamble et à son coadjuteur militaire dans le sens des réformes désirées par le comité. Le président a donné aux députés l'assurance que l'élection des juges, en novembre prochain, sera protégée dans le Missouri. Il espérait, en conséquence, avoir le loisir de voir Polis.

Départ du secrétaire Chase pour l'Ohio.

Le secrétaire Chase est parti ce soir pour l'Ohio, où il arrivera à temps pour grossir de sa voix et de son vote la majorité contre Valiandigham. Le gouverneur Tyler, Chase a pris une consultation sur la question de savoir s'il avait le droit d'exercer ses franchises dans un vieux district, et sur l'affirmative, il a eut mis immédiatement en voyage. C'est la première visite de M. Chase à son Etat natal depuis son entrée en fonctions comme secrétaire du Trésor.

Election à la Pennsylvanie.

Il est accordé par les partisans les plus modérés de la candidature de Curtin qu'il sera réélu gouverneur de la Pennsylvanie par une majorité de près de 10,000. Des politiciens influentes disent, n'a pas donné le droit à l'Europe d'intervenir dans les affaires intérieures de son empire.

Le prince Gortchakoff discute les différents points proposés et il maintient l'impossibilité d'un armistice ou de conférences.

Il prière attendre le rétablissement de la tranquillité avant de donner des réformes à la Pologne.

Il espère que cette divergence d'opinions ne motivera pas de dissentiments sérieux entre les cabinets et ne troublera pas la paix de l'Europe.

Un semblable caractère pourrait seulement se présenter si on permettait aux fureurs de la révolution polonaise de développer leurs plans.

Une pareille tolérance serait à craindre seulement des puissances qui seraient déterminées à poursuivre, sous l'apparence d'une action diplomatique, la réalisation des vœux les plus extrêmes de la révolution polonaise, conduisant au renversement des traités et de l'équilibre européen.

Les cabinets qui ont pris pour base la scrupuleuse exécution des traités de 1815 ne sauraient avoir une pareille tolérance.

A la suite de ces explications, le *Moniteur* a reproduit, dans son numéro du 22 septembre, un document dont l'insertion au journal officiel a produit une certain sensation et a été regardée comme un préliminaire de la reconnaissance des insurgés polonais comme belligérants.

Ce document est un long mémoire qui avait paru quelques jours avant dans les journaux de Paris et que le prince Czartorisky avait reçu du gouvernement national de Varsovie sur les négociations pendantes et sur le programme de l'insurrection polonaise. Ce programme comprend l'indépendance nationale, la liberté politique et religieuse, l'égalité devant la loi, la justice rendue à toutes les classes de la population, aux habitants des campagnes comme à ceux des villes, aux Polonais de toute religion et de toute confession. Les relations à établir entre ces pays la domination étrangere et déclare que, pour être obeies, il faut que les lois soient d'origine polonaise.

Quant aux négociations suivies avec la Russie par les puissances occidentales, les chefs du mouvement polonais ne croient pas que les propositions soumises au cabinet de Saint-Petersbourg offrent des garanties suffisantes à la nation polonaise, mais ils s'appuient sur le rejet de la proposition d'armistice par la Russie pour déclarer qu'ils étaient prêts, eux, à accepter une suspension d'armes et pour revendiquer leur reconnaissance comme belligérants

CHRONIQUE LOCALE.

COUR PREVOTALE—*Juge Abadie.* — Mme Simmon, femme d'un maître de haute taille, était accusée, par un voisin, d'être ce qu'on appelle vendu d'appeler une "mulâtresse". Elle s'était établie dans un quartier habité par des blancs, et son voisin prétendait que la présence de cette femme de couleur par les enfants blancs.

UNE SERIE DE DESASTRES A HARPER'S FERRY.

Une compagnie de cavalerie repoussée par Imboden — Une embuscade — Tués, blessés et prisonniers.

[Dépêche spéciale a la Tribune de New York]

Washington, vendredi, 9 octobre 1863—Lundi, un détachement de la cavalerie du capitaine Beans était parti de Harper's Ferry pour faire une reconnaissance. Arrivé à Charlestown, il rencontra Imboden, à pied, fit rencontres à quelque distance, dans la cour d'une ferme. Il s'en suivit une escarmouche où nos hommes furent repoussés avec la perte d'un tué, de treize blessés et de dix à douze prisonniers. Deux seulement purent s'ouvrir un chemin et revenir au camp, bien qu'ils fussent grièvement blessés. Le lendemain, une petite force de rebelles vint occuper Charlestown et Harper's Ferry, et plaça des piquets sur la route à deux milles de ce dernier endroit.

Informé de cet état de choses, le gouverneur Boreman ordonna à la garnison de Harper's Ferry et à deux régiments d'infanterie partant pour Loudon face à l'ennemi. Une force de 300 à 400 hommes, commandée par le général Imboden, était postée près de Charlestown.

Les rebelles avaient placé en embuscade une grande force de leur force à pied. Le capitaine Somers qui, avec sa compagnie de cavalerie, s'était avancé pour chasser l'ennemi, fut attaqué par une compagnie de cavalerie rebelle qu'il repoussa. Les rebelles reçurent pour soutenir leur compagnie, qui, en les poursuivant, fut par tomber dans la fatale embuscade.

Au premier feu, le capitaine Somers et dix de ses hommes furent tués, autant furent blessés et presque tous les autres pris. Les quelques-uns, en petit nombre, qui se sont échappés, ont apporté cette nouvelle, et le reste de la cavalerie est toute à poursuivre, mais sans pouvoir rencontrer les rebelles.

Le capitaine Somers était au des plus braves et des meilleurs officiers de ce département. Ses deux lieutenants ont été faits prisonniers. Le principal corps d'Imboden est, dit-on, à plusieurs milles en arrière de Winchester. Il a une force d'environ 1,500 hommes, qui fait des incursions continuelles dans la vallée de la Shenandoah.

NOUVELLES DE WASHINGTON.

(Extraite de la *Tribune*.)

Washington, 9 octobre—Le Président a achevé sa réplique à la délégation du Missouri-Kansas, et le manuscrit est maintenant entre les mains du copiste. M. Drake, président de la délégation, le recevra probablement demain. Les députés de Kansas ont présenté une adresse écrite, demandant, premièrement, que l'Etat

LA GUERRE DES FRONTIERES.

On lit dans un journal de New York :

M. Lincoln vient de donner une satisfaction à Jim Lane. Il a promis d'employer ses bons offices auprès du voter dans le Missouri. Tous ceux qui ne seront pas devenus corps et ame à l'administration, seront naturellement regardés comme révolutionnaires. Un même temps, Jim Lane, digne émule de Jacques, a reçu la permission de lever un régiment sur les frontières du Kansas et du Missouri. On jamboise à droite et à gauche, et on a tout lieu de croire que Jim Lane ramènera tous les Missouriens qui ne se joindraient pas à lui, car qui ne se bat pas pour l'Union est contre elle. Dans son discours, tout composé de considérations politiques, il n'a pas glissé un mot sur l'esclavage. Il n'a dit mot : "Je ferai manger les nègres au nation des blancs..... Je tuerai tout Missourien qui ne prendra pas les armes pour moi, comme un poulet d'Inde ou une vache de Durham..... Mes hommes prendront tout ce qui sera à leur convenance, ils seront leurs propres juges..... Mon régiment marchera la torche dans une main et le revolver dans l'autre..... Je ferai tout ce que je voudrai et je marcherai avec la potence."

LES PROPHETIES DU *TIMES* DE NEW YORK.

Le *Times* et son corps-pendant parisien—l'illustre *Mauskopf*—ont été depuis deux mois au premier rang des prophètes qui annoncent la reconnaissance immédiate du Sud par la France. Aujourd hui, le même Malakoff écrit a ce comme *Times* :

"Il y a lieu de croire que les agents du Nord ne sont pas beaucoup plus satisfaits du traitement qu'ils reçoivent de la part du gouvernement français que ne l'était le représentant des Etats Confédérés. Il paraît que l'on a renoncé à son rôle dans ce pays....."

La vérité est que *jamais le gouvernement français n'a été aussi éloigné d'une intervention* en faveur de la rébellion qu'il l'est en ce moment.

CONSTRUCTIONS MARITIMES — Le département de la Marine va mettre sur les chantiers trois bâtiments nouveaux, jaugeant 5,000 tonnes au moins, et pourvus de machines d'une puissance assez considérable pour atteindre une vitesse non encore obtenue jusqu'ici. Les dimensions en sont fixées à 112 pouces de long, 17 pieds d'enfoncement. Le secrétaire Welles espère que ces bâtiments seront terminés dans *dix huit mois*, ce qui, par parenthèse, n'indique pas que l'on compte, dans les régions administratives, sur une prompte terminaison de la guerre

LES ESPERANCES DE JUAREZ.

On lit dans la *France* :

Nous apprenons d'une source qui mérite toute confiance le fait suivant :

L'ex-président Juarez vient de faire afficher à San Louis Potosi et dans d'autres localités importantes de la République, vingt-cinq lettres adressées aux généraux du Nord annonçant les victoires qu'ils ont remportées sur les confédérés, ainsi qu'une dépêche du président Lincoln à Washington, qui expose la situation militaire et démontre, à sa manière, que, dans un avenir très prochain, le Nord aura triomphé du Sud.

Cette publication a pour but, de la part de Juarez, de faire espérer à ses partisans qu'ils ne tarderont pas à être secourus par les Américains, auxquels l'ancien président a cédé éventuellement une partie du territoire mexicain

LA FLOTTE RUSSE. — L'émotion causée par l'apparition de la flotte russe dans les eaux américaines se propage de plus en plus.

A New-York, le comité du conseil municipal chargé de la direction des réceptions, a terminé ses dispositions pour le séjour de la flotte russe. Un dîner offert à l'amiral et aux officiers russes, ce banquet aura probablement lieu mercredi prochain ; on ne dit pas encore à quel hôtel.

Demain matin, le comité s'organisera dans le même but ; un sera divisé ensuite en *Actor House* au moyen d'une souscription ouverte par environ deux cents négociants, banquiers et capitalistes de la même ville. Le reste sera fourni par l'autre sera lieu au nom du commerce en général.

M. le ministre de Russie assistera, dit on, au banquet du conseil municipal.

L'administration de la ville de Boston pousse activement, de son côté, les préparatifs pour la réception officielle acceptée par l'amiral russe.

Enfin M. Henry Winter Davis, ancien M. C. Hoffman, du conseil municipal de Baltimore, sont arrivés à New York, pour présenter à l'amiral l'invitation qui lui est adressée par les habitants de cette ville.

Un bruit qui circule et qui mérite confirmation est l'arrivée prochaine de dix ou douze autres bâtiments de guerre russe soit à New York, soit dans une autre grande ville de la côte de l'Est. Cette l'empereur Alexandre aurait pour but, par cette concentration, d'avoir des forces maritimes imposantes à sa disposition, afin de parer à toute éventualité qui pourrait survenir pendant l'hiver prochain, ou au commencement du printemps, alors que la navigation serait encore gênée par les glaces dans les eaux de l'un plus méridionales.

Courrier des E. U.

LA PRESSE ANGLAISE ET LES QUESTIONS AMERICAINES.

La départ de M. Mason de Londres inspire au *Morning Herald* un article des plus violents contre les Confédérés. Le journal anglais regrette l'Angleterre, dit le *Herald*, parce que le ministre de la reine subit l'influence et obéit au mauvais conseil de M. Adams, en refusant de traiter et d'autant plus étonnante que lord John Russell a pris à l'égard de certains Etats du continent une toute autre attitude :

Sur le continent, ajoute la feuille anglaise, il passe pour l'ours de la diplomatie ; il paraît que l'ogre a trouvé son maître. Il lui faut des notes. M Adams et mord quiconque se hasarde à la longueur de sa chaine. Pour plaire aux gens du nord, les ministres anglais ont fait la part trop belle aux prétentions insolentes et aux exigences des républicains. Ils seront leurs propres juges.....

Mon régiment marchera la torche dans une main et le revolver dans l'autre..... Je ferai tout ce que je voudrai et je marcherai avec la potence."

LES PROPHETIES DU *TIMES* DE NEW YORK.

Le *Times* et son corps-pendant parisien—l'illustre *Mauskopf*—ont été depuis deux mois au premier rang des prophètes qui annoncent la reconnaissance immédiate du Sud par la France. Aujourd hui, le même Malakoff écrit a ce comme *Times* :

"Il y a lieu de croire que les agents du Nord ne sont pas beaucoup plus satisfaits du traitement qu'ils reçoivent de la part du gouvernement français que ne l'était le représentant des Etats Confédérés. Il paraît que l'on a renoncé à son rôle dans ce pays....."

La vérité est que *jamais le gouvernement français n'a été aussi éloigné d'une intervention* en faveur de la rébellion qu'il l'est en ce moment.

CONSTRUCTIONS MARITIMES — Le département de la Marine va mettre sur les chantiers trois bâtiments nouveaux, jaugeant 5,000 tonnes au moins, et pourvus de machines d'une puissance assez considérable pour atteindre une vitesse non encore obtenue jusqu'ici. Les dimensions en sont fixées à 112 pouces de long, 17 pieds d'enfoncement. Le secrétaire Welles espère que ces bâtiments seront terminés dans *dix huit mois*, ce qui, par parenthèse, n'indique pas que l'on compte, d